Publié par:
REISO.org
REVUE D'INFORMATION SOCIALE

Le climat redessine le rôle du travail social

Hans / Pixabay

Les changements climatiques et les dégâts environnementaux provoquent de nouvelles inégalités sociales. Comment intégrer ces composantes dans les interventions professionnelles pour viser un «travail social écologique»?

Par ***Alexandre Santos Mella***, ***Marion Repetti*** et ***Lucie Kniel-Fux***, Haute école de travail social, HES-SO Valais-Wallis, Sierre

Les changements climatiques en cours mettent la population mondiale face à des risques nouveaux qui menacent les habitats : hausse du niveau des eaux, sécheresses, feux ou encore canicules, sans compter de nouvelles maladies et épidémies. Les problématiques qui en découlent et affectent déjà les populations sont multiples : difficulté d'accès à l'eau et à supporter la chaleur, nécessité de trouver de nouveaux lieux de vie, perte de récoltes, etc. Ces risques ne se déploient pas dans les frontières locales, régionales et nationales existantes ; ils font émerger de nouveaux territoires, plus ou moins touchés par ces changements et sous des formes variables (Booker, 2009).

Les inégalités face aux risques

S'il est clair que la population mondiale est concernée dans sa globalité et au-delà des frontières des pays, ceci ne signifie pas pour autant que tous les groupes sociaux soient égaux face à ces risques. Que ce soit à l'échelle locale ou globale, certains d'entre eux en souffrent plus rapidement que d'autres et à des intensités variables, le tout avec plus ou moins de moyens pour y faire face. Ces inégalités face aux risques climatiques reflètent des rapports de pouvoir (de genre, de classe, d'âge, d'ethnicité, etc.) qui structurent les relations sociales dans la société moderne et qui, dans ce contexte, tendent à se renforcer plutôt qu'à se transformer.

Les groupes les plus précaires socialement, politiquement et culturellement sont également, souvent, les plus touchés par les effets des changements climatiques, et les moins en mesure d'y faire face. Par conséquent, loin de constituer des enjeux distincts, les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux se chevauchent et

Comment citer cet article ?
Alexandre Santos Mella, Marion Repetti et Lucie Kniel-Fux, «Le climat redessine le rôle du travail social», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 17 septembre 2020, https://www.reiso.org/document/6375

interagissent, posant de nouvelles questions tant aux spécialistes des sciences de l'environnement qu'à celles et ceux des sciences sociales.

Du point de vue de ces dernières, les questions sont de deux ordres au moins. D'une part, il s'agit d'identifier quels sont les groupes les plus à risques face aux dérèglements du climat ; d'autre part, il s'agit de saisir comment les professionnel?le?s du travail social en tant qu'instances de régulation et représentantes des communautés locales, réussissent à soutenir ces populations.

Les inégalités territoriales

L'articulation des problèmes sociaux aux contextes environnementaux n'est pas nouvelle. Elle a émergé dans les années 1980 aux États-Unis, reposant sur l'idée selon laquelle les professionnel?le?s du travail social devaient considérer tant les interactions entre les individus et leur réseau social que le contexte dans lequel elles?ils interagissaient (infrastructure, culture, politique, etc.) pour comprendre les problèmes sociaux. Selon cette approche, ces différents éléments faisaient partie d'un seul et même système. En agissant sur l'un d'entre eux, il était donc possible d'influencer l'ensemble du système (Howe, 2019).

Mais le modèle écologique du travail social a également participé à l'émergence de nouvelles revendications des populations pauvres, quant aux liens entre inégalités sociales et territoriales. Dans ce contexte, aux États-Unis notamment, les Afro-Américain?e?s ont réclamé davantage de justice sociale, dénonçant une forme de « racisme environnemental » et le caractère ségrégant de politiques d'aménagement du territoire avec, par exemple, des « communautés de couleur [particulièrement] exposées aux risques des déchets toxiques commerciaux » (Sene, 2019, p. 2605). Ce mouvement soulignait également la sous-dotation de ces quartiers défavorisés en diverses ressources infrastructurelles comme l'eau courante, l'électricité, les écoles, les hôpitaux, etc.

Cette analyse environnementale des problèmes sociaux n'intégrait cependant pas de préoccupations climatiques. Il y a certes eu les recherches d'Ulrich Beck (2001) qui relevaient les nouveaux risques tant environnementaux que sociaux liés aux conditions de production industrielles dans le contexte de la globalisation de l'économie. Mais à l'exception notoire de ses travaux précurseurs, les risques liés au climat étaient alors essentiellement discutés entre professionnel?le?s des sciences naturelles et rarement entre spécialistes des sciences sociales.

La justice climatique

La conception environnementale du travail social est ainsi restée marginale dans le développement théorique et pratique du travail social. Elle fait cependant aujourd'hui l'objet d'un nouvel intérêt des spécialistes qui l'articulent désormais aux changements climatiques. En effet, la « justice climatique » constitue une composante importante des liens entre problèmes sociaux et environnementaux, tout comme les risques liés à la pollution, ou les contraintes structurelles et culturelles freinant la capacité des populations à adopter les mesures favorisant la « transition énergétique » [1].

En Suisse, l'émergence récente de nouveaux mouvements sociaux pour le climat ainsi que l'engagement d'une part du pouvoir politique et juridique sur cette question façonnent les contours de la nouvelle « question sociale du changement climatique » (Grundmann, 2016). Si des alternatives techniques aux pratiques humaines qui favorisent les dérèglements climatiques sont de plus en plus nombreuses (véhicules électriques, chauffage au solaire, recyclage, etc.), les dimensions sociales de la question environnementale sont plus complexes. Elles reflètent les difficultés culturelles et structurelles à transformer nos modes de vie à l'échelle non seulement individuelle, mais sociétale.

La justice sociale

Alors, comment soutenir les populations face aux risques environnementaux et climatiques ? Comment les accompagner dans l'adoption de nouvelles manières de vivre qui soient durables d'un point de vue à la fois social et environnemental ? Les difficultés de ces questions, de même que l'intensité des débats qui s'y rapportent, reflètent un enjeu de taille : celui de l'articulation de la question environnementale et climatique à celle de la justice sociale. Dans ce contexte, aborder ce sujet du point de vue de l'ingénierie – qui demeure aujourd'hui l'approche dominante dans ce domaine – ne suffit pas. Tant les conséquences du changement climatique que les transformations qu'il exige sont avant tout d'ordre social et toute solution technique qui n'intègre pas une telle analyse est vouée à l'échec (Grundmann, 2016).

Dans ce contexte, les professionnel?le?s du travail social ont un rôle à jouer du fait de leur expertise de travail auprès des populations, en particulier celles qui vivent dans des situations de vulnérabilité. Ce rôle en lien avec les changements climatiques est cependant encore peu exploré et il n'est possible à ce stade que d'en penser les potentialités sur la base d'expériences (encore relativement rares).

Des pistes inspirantes dans les Alpes

La littérature spécialisée offre des pistes inspirantes sur les formes possibles d'un «travail social écologique». Il s'agit en particulier de jouer un rôle de soutien des populations à la fois dans la gestion des risques face aux changements climatiques et dans l'adoption de nouvelles pratiques protectrices et de façons de vivre plus durables (Dominelli, 2011). La littérature montre que pour avoir un effet à large échelle, un tel travail ne doit pas se faire au niveau individuel, mais plutôt au niveau des groupes et structures de la vie en société.

Prenons le cas des conditions de vie dans les Alpes suisses. Depuis 1850, les quelque 1500 glaciers suisses ont perdu 60% de leur volume [2]. Les questions climatiques telles que la fonte des glaces et l'augmentation de la température se mêlent à des problématiques économiques comme la baisse du tourisme d'hiver, les difficultés pour les paysan?ne?s et les viticulteur?trice?s de faire fonctionner leurs exploitations. Elles sont aussi liées aux conditions sociales avec le manque de ressources financières et les insécurités économiques à long terme pour les familles dont les revenus dépendent des secteurs économiques concernés. N'oublions pas non plus le lien avec l'aménagement du territoire alpin comme le développement d'alternatives durables pour les secteurs du tourisme, de la paysannerie et de la viticulture.

Face à ces situations multidimensionnelles, les professionnel?le?s du travail social peuvent jouer un rôle de prévention et de gestion des crises. Leur démarche articulera les dimensions économiques, sociales et politiques, et identifiera des réponses durables pour répondre aux objectifs nationaux de transition énergétique, avec le développement de nouvelles pratiques ou l'adoption de nouvelles technologies, etc. Il s'agit également de repérer les réponses déjà développées sur le terrain.

Les partenaires des projets

Ce travail mêlant théorie et pratique peut prendre la forme de recherches participatives, ou recherches-action. La problématique est alors définie avec les acteurs et actrices du terrain qui deviennent des partenaires de projet. Ces dernier·ère·s seront les associations représentantes de divers secteurs économiques et sociaux, les institutions sociales, éducatives, de santé, etc., les communes, les cantons et la Confédération.

Cette méthode passe par trois étapes. Dans un premier temps, les travailleurs et travailleuses sociales effectueront un travail d'analyse des problématiques vécues par les différents groupes sociaux et identifieront des facteurs

d'amélioration. Dans un deuxième temps, ils et elles contribueront à la diffusion des résultats auprès des groupes sociaux, économiques et politiques concernés non seulement à l'échelle communale ou cantonale, mais aussi nationale et globale, dans le cadre de conférences internationales par exemple. A ce stade, il s'agit également de relever les limites du pouvoir d'agir des groupes sociaux et les transformations structurelles à introduire à l'échelle nationale, par exemple des soutiens financiers au développement de pratiques professionnelles écologiquement durables.

Dans un troisième temps, les professionnel·le·s accompagneront les différents partenaires dans la mise en place commune de nouvelles pratiques à long terme. Ils et elles favoriseront l'échange d'informations entre acteurs et actrices politiques, économiques, sociaux de la région et d'ailleurs en construisant un savoir commun sur la base de l'expérience vécue et des connaissances acquises. Ce travail social sur le long terme développera par exemple des espaces communaux dédiés à l'accompagnement social des populations vers la transition énergétique.

Une formation à adapter

Permettre aux professionnel?le?s du travail social de faire connaître – et donc reconnaître – politiquement le problème social climatique demande de leur offrir une formation solide sur les questions climatiques et leurs enjeux. Une telle formation viserait notamment à expliciter les relations entre les changements climatiques et les inégalités sociales. Elle chercherait aussi à se distancer d'une analyse naturalisante et technicisante de la question climatique. Elle prendrait ainsi mieux en compte les inégales expositions aux risques des différentes populations en référence à des facteurs tels que la classe, le genre, l'ethnicité ou encore l'âge.

Bibliographie sélective

- Abdourahmane, M. S. (2019). Justice environnementale : Débats autour du concept et perspectives d'application. Revue Marocaine de la Pensée Contemporaine, 3, en ligne, consulté le 22 juin 2020.
- Beck, U. (2001). La société du risque. Paris: Aubier.
- Booker, C. (2009). The Real Global Warming Disaster. New York: Bloomsbury.
- Dominelli, L. (2011). Climate Change: Social workers' roles and contributions to policy debates and interventions. International Journal of Social Welfare, 20(4), 430-438.
- Grundmann, R. (2016). Climate change as a wicked social problem. Nature Geosci, 9, 562–563.
- Howe, D. (2019). A Brief Introduction to Social Work Theory. Londres: Red Globe.

[1] En Suisse, voir par exemple Conseil fédéral, 2020, Investir pour le climat et la transition énergétique afin de mieux sortir de la crise. En ligne (18 juin 2020).

[2] Scénarios climatiques pour la Suisse, en ligne (22 juin 2020)